

Hubert WULFRANC
Député de la Seine-Maritime
Membre de la commission du
développement durable et de
l'aménagement du territoire
Conseiller municipal de
Saint Etienne du Rouvray

Monsieur Bruno Le Maire
*Ministre de l'économie, des finances
et de la relance*
139 rue de Bercy
75012 PARIS

Réf. FG/JT/HW

Objet : Société Office Dépôt

Sotteville-lès-Rouen, le 25/03/2021

Monsieur le Ministre,

La filiale française de la société Office Dépôt a été placée, en février dernier, en redressement judiciaire avec poursuite d'activité jusqu'au 20 avril prochain.

Cette société, qui compte actuellement près de 1 600 salariés en France répartis sur 60 magasins et 22 plateformes logistiques, a été rachetée en 2017 par un fonds d'investissement allemand prédateur, le groupe allemand Aurelius, dont les agissements ont déjà été épinglés par la justice française.

Le tribunal de commerce d'Orléans indiquait, à l'occasion du dépôt de bilan de la société Quelle achetée 2 ans auparavant à l'euro symbolique, « des comportements fautifs de la société Aurelius [qui] constituent une dérive financière contraire à la conception même de l'entreprise et aux salariés qui la composent » après avoir siphonné 37 millions de plus-value.

Selon les représentants syndicaux d'Office Dépôt France, cette stratégie de siphonnage de la trésorerie et de valorisation des actifs a de nouveau été mise en œuvre par le fonds d'investissements Aurelius après l'acquisition de la filiale française.

Un actionnaire sans le moindre scrupule qui se désintéresse visiblement du sort des salariés et de l'entreprise Office Dépôt France, brillant par son absence au tribunal de commerce de Lille.

Selon le journal Le Monde, 13 offres ont été constituées. Trois offres sérieuses proposent de reprendre entre 340 et 380 salariés tandis qu'une offre portée par l'actuel président d'Office Dépôt France, Guillaume de Feydeau, proposerait de reprendre 1200 salariés ainsi que la totalité de l'entreprise.

L'ensemble de ces offres seraient conditionnées à l'obtention d'un prêt garanti par L'Etat et d'engagement financiers de conseils régionaux.

Cette dernière proposition de reprise, qui limiterait la casse sociale, aurait les faveurs des salariés.

S'il conviendra d'examiner, le moment venu, la gestion de la société Office Dépôt menée sous la conduite du fonds d'investissement Aurelius afin de sanctionner, le cas échéant, d'éventuels actes répréhensibles, l'urgence du moment est la recherche d'un repreneur crédible porteur d'un projet limitant le nombre de licenciements.

L'Etat a un rôle majeur à jouer dans ce dossier, notamment en termes de soutien financier pouvant être apporté.

Sans préjuger de la qualité des différentes offres déposées auprès du tribunal de commerce, je me permets, Monsieur le Ministre, de solliciter votre intervention pour soutenir le projet de reprise qui s'avérerait le plus crédible et permettant de préserver un maximum d'emplois, notamment sur les sites de Petit-Quevilly et de Boos en Seine-Maritime.

Persuadé de l'intérêt que vous ne manquerez pas de porter à ma démarche,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération

Hubert Wulfranc

Député de Seine-Maritime

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long horizontal stroke that curves upwards at the end.

Copie transmise à Madame Agnès Pannier-Runacher, Ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance chargée de l'industrie